



PRÉFET DE LA HAUTE- SAÔNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté

Unité Inter-Départementale 25-70-90

ARRÊTÉ DREAL N°70-2026-03-11-00010

EN DATE DU 11 MARS 2026

autorisant la société SAS CARRIÈRE DE DAMPIERRE à se substituer à la société
Travaux Publics Laurent Guibaudet pour l'exploitation d'une carrière située
sur le territoire de la commune de Dampierre-sur-Salon

Le préfet de la Haute-Saône
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU

- le code de l'environnement et notamment ses articles L. 516-1, R. 181-45, R. 516-1 et R. 516-2 ;
- le décret du 23 juillet 2025 nommant M. Serge JACOB, préfet de la Haute-Saône ;
- le décret du 19 novembre 2025 nommant M. Jean-Victor ROUX, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la Haute-Saône, secrétaire général adjoint de la préfecture de la Haute-Saône ;
- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
- l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- l'arrêté préfectoral n° 70-2025-12-16-00003 du 16 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Jean-Victor ROUX, sous-préfet chargé de mission auprès de préfet de la Haute-Saône , secrétaire général adjoint de la préfecture de la Haute-Saône ;
- l'arrêté DIRE/I/2000 n° 1945 du 27 juin 2000 autorisant la société BAI DINO à étendre à de nouveaux terrains l'exploitation de la carrière de pierre calcaire située sur le territoire de la commune de Dampierre-sur-Salon ;

- l'arrêté préfectoral PREF/D2/I/2007 n° 149 du 23 janvier 2007 autorisant la société Travaux Publics Laurent Guibaudet à se substituer à la société BAI DINO pour l'exploitation de la carrière de roches massives sur le territoire de la commune de Dampierre-sur-Salon et à modifier les conditions d'exploitation de celle-ci ;
- l'arrêté préfectoral DREAL n° 70-2021-06-02-00004 du 2 juin 2021 portant modification des conditions d'exploitation de la carrière exploitée par la société Travaux Publics Laurent Guibaudet sur le territoire de la commune de Dampierre-sur-Salon et à modifier les conditions d'exploitation de celle-ci ;
- la demande du 27 novembre 2025, présentée par la société SAS CARRIÈRE DAMPIERRE, par laquelle elle sollicite l'autorisation de reprendre les activités précédemment exploitées par la société Travaux Publics Laurent Guibaudet, pour ce qui concerne la carrière de roches calcaires située sur le territoire de la commune de Dampierre-sur-Salon ;
- le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 16 février 2026 en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;
- l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet par courriel en date du 16 février 2026 ;
- le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT

- que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- que le transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées au 2° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement est soumis à autorisation ;
- qu'aux termes de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, la délivrance de la présente autorisation prend en compte les capacités techniques et financières dont dispose le demandeur en vue de la conduite de son projet dans le respect des intérêts visés à l'article L.511-1 du même code ;
- qu'aux termes de l'article L. 516-1 du code de l'environnement, la mise en activité après une autorisation de changement d'exploitant d'une carrière est subordonnée à la constitution de garanties financières ;
- qu'il y a lieu dans ces conditions de faire application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général adjoint de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

La société SAS CARRIÈRE DE DAMPIERRE (SIRET 934 095 951 00018), dont le siège social est situé 17 Rue des Charmottes – 70180 Dampierre-sur-Salon, est autorisée à se substituer à la société Travaux Publics Laurent Guibaudet pour l'exploitation de la carrière de roches calcaires et ses installations annexes situées sur le territoire de la commune de Dampierre-sur-Salon.

ARTICLE 2 – PORTÉE DE L'AUTORISATION DE CHANGEMENT D'EXPLOITANT

La présente autorisation de changement d'exploitant est accordée dans la limite des droits et des obligations attachés à l'arrêté préfectoral DRIRE/I/2000 n° 1945 du 27 juin 2000 susvisé, et à tout acte le modifiant ou le complétant.

ARTICLE 3 – GARANTIES FINANCIÈRES

Le nouvel exploitant doit, dès la notification du présent arrêté, transmettre au préfet un document établissant les garanties financières selon les dispositions de l'arrêté préfectoral DREAL n° 70-2021-06-02-00004 du 2 juin 2021 susvisé et modifié par le présent arrêté.

ARTICLE 4 – NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société SAS CARRIÈRE DE DAMPIERRE (SIRET 934 095 951 00018), dont le siège social est situé 17 Rue des Charmottes, 70180 Dampierre-sur-Salon.

ARTICLE 5 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Besançon :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié ;

2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 6 – EXÉCUTION ET AMPLIATION

Le secrétaire général adjoint de la préfecture, ainsi que le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté et le maire de Dampierre-sur-Salon sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Fait à Vesoul, le 11 MARS 2026

Le préfet,
par délégation,
Le secrétaire général adjoint,
Sous-préfet chargé de mission



Jean-Victor ROUX